



**RAPPORT EVALUATION FINALE INTERNE. PROJET
SOUTENIR LA RELANCE ECONOMIQUE ET RENFORCER LA
SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES MENAGES VICTIMES
DE LA CRISE DES GROUPES ARMES DANS LA PROVINCE
DU LAC TCHAD. ERSFS**

FINANCEMENT : GOUVERNEMENT TCHEQUE

Table des matières

RESUME	2
Pertinence	2
Efficacité	2
Efficient	2
Impact	2
Durabilité	3
INTRODUCTION	3
CONTEXTE ET JUSTIFICATION	4
METHODOLOGIE	5
RESULTATS DE L'EVALUATION.....	5
La pertinence	5
Le ciblage.....	6
Appréciation du ciblage par la communauté	6
Adéquation entre les besoins prioritaires et les axes d'intervention du projet.....	7
Les activités de transfert monétaires	7
La reconstitution sociale du cheptel.....	8
Mise en place des Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC).....	9
Appui à la production agricole	9
Appui à la production maraichère	9
Constitution du stock céréalier.....	10
Redevabilité/genre	10
Efficacité des activités du projet	11
Evolution des indicateurs du cadre logique	11
IV.3 Efficience.....	16
Analyse des couts	16
IV.4 Impact	16
Impact des transferts monétaires sur les ménages et les marchés	16
Evolution du revenu et sources de revenus sur les ménages bénéficiaires.....	17
Impact des groupements féminins (VSLA) sur les ménages.....	18
Impact du projet sur la production agricole.....	18
Impact du projet par rapport à l'insertion économique	18
Durabilité.....	18
Appropriation du programme par les bénéficiaires.....	19
Implication des bénéficiaires à la conception et à la mise en œuvre	19
Renforcement des capacités des bénéficiaires	19
Implication des services techniques déconcentrés	19
RECOMMANDATIONS ET LECONS APPRISES.....	20
Conclusion.....	20

RESUME

Le projet « Soutenir la relance économique et renforcer la sécurité alimentaire dans les ménages victimes de la crise des groupes armés dans la Province du lac Tchad (ERSFS) » a été mis en œuvre dans la province du Lac Tchad, département de FOULI, MAMDI et KAYA. Il a été entièrement financé par le gouvernement Tchèque. Cette évaluation finale interne révèle les éléments suivants les principaux critères de l'évaluation que sont : sa pertinence, son efficience, son efficacité, ses impacts et sa durabilité.

Pertinence

- Le projet a été mis en œuvre en complémentarité avec l'initiative « Appui au renforcement de la résilience des communautés du Lac Tchad à faire face aux changements climatiques et assurer l'intégration socio-économiques des populations affectées par la crise de BH » financé par le gouvernement Allemand. Une synergie d'action a été aussi développée avec les autres intervenants de la zone (OXFAM, ACF-France, IRC et COOPI etc.).
- Il a apporté aussi une réponse en tenant compte des recommandations issues des résultats du cadre harmonisé, de l'étude ENSA, des résultats de l'enquête SMART, des rapports de sous-cluster sécurité alimentaire de la province du Lac.
- Il est également inscrit dans la stratégie du Gouvernement tchadien de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Efficacité

L'efficacité du projet ERSFS est avérée dans l'évaluation finale. La majorité des objectifs et résultats ont été atteints et dans les délais impartis. L'indicateur dont la cible n'a pas été atteinte révèle surtout de facteurs externes tels que l'arrêt brutal des pluies a négativement joué sur la production agricole (cas des sites de DIAKAYROM et LAWRA).

Efficient

- Une révision budgétaire des fonds a été fait en juin 2019, elle a permis de transférer la totalité de fonds sur la rubrique voyage de CARE Tchèque pour alimenter le résultat 1. Plus précisément la ligne production agricole qui était de 16312 € à 18602 € soit une augmentation de 2290 €.
- Sur un coût total de 195.712 EUR de l'action, 186.393 EUR ont été dépensés soit un taux de consommation de 95%.
- Le système de procédures d'achat mis en place par CARE a permis de s'orienter vers les coûts les plus compétitifs du moment, c'est-à-dire vers les meilleures propositions en termes de rapport qualité/coût.

Impact

- 82% des ménages appuyés ont amélioré leur score de consommation alimentaire suite à l'action ;
- 100 bénéficiaires sont formés sur les risques liées à la migration en Europe
- 375 femmes appuyées par le projet développent des Activités Génératrices de Revenus (AGR) ;
- 250 ménages ont bénéficié de cash pendant la période de soudure (juillet, août et septembre) pour un montant total de 45000 XAF soit 15000 XAF par ménage et par mois.
- Un montant total de 11.250.000 XAF a été injecté en cash pour favoriser l'accès aux marchés en faveur de ménages pauvres pendant la période de soudure ;
- 77% des ménages touchés par le projet ont pu satisfaire leur besoin alimentaire grâce au cash reçu ;
- La durée des stocks de denrées de première nécessité détenus par les ménages pour leur propre consommation a augmenté de 4 mois ;
- 200 ménages ont été appuyés à reconstituer leur cheptel animal avec 600 sujets soit 3 petits ruminants pour un ménage. Un montant total de 10.500.000 XAF a été injecté pour l'acquisition de ruminants pendant cette foire ;
- 400 ménages ont bénéficié des kits agricoles (semences, outils) pour accroître leur production agricole sur une superficie de 0,5 ha. Dans les sites de Maar et Meléa, sur une superficie de

800 m², les ménages ont obtenu 500Kg malgré la mauvaise pluviométrie tandis que l'an passé sur la même superficie, les ménages ont obtenu 300 Kg ;

- 20 groupements maraichers ont été appuyés à travers les intrants (semences et intrants) ;
- 100% des ménages agropastoraux formés par le projet, adoptent et mettent en pratique les techniques agricoles innovantes ;
- 91% des bénéficiaires connaissent au moins 2 risques liées à la migration en Europe
-
- 2 séances de formation des formateurs organisées en faveur de 50 bénéficiaires provenant de familles très pauvres et pauvres afin d'améliorer leurs connaissances sur la production agricole ;
- 30 séances éducatives sur la production agricole organisées en faveur de 850 bénéficiaires provenant de familles très pauvres et les plus pauvres ;
- 5 tonnes de céréales sont disponibles dans chaque magasin (3 magasins au total), géré par un Comité pour assurer la disponibilité et l'accès à la nourriture des ménages pauvres et très pauvres ;
- 23 comités villageois ont reçu une formation de recyclage en ciblage et gestion des plaintes ;
- 25 femmes relais sont formées sur la conduite et l'alimentation des animaux
- 10 nouveaux auxiliaires vétérinaires formés et dotés de kits et 10 anciens auxiliaires vétérinaires recyclés ;
- 8 groupements AVEC de 25 femmes en moyenne sont formés et équipés ;
- 6 agents villageois recyclés sur l'approche AVEC ;
- 15 groupements de femmes pauvres et très pauvres sont appuyés en AGR et doté de kit d'un montant de 150 000F CFA ;
- 3 séances de formations de 4 sessions réalisées en faveur de 375 femmes pauvres et très pauvres sur les AGR et la vie associative;

Durabilité

- Un facteur qui contribue à la viabilité financière de la réalisation du projet c'est la rentabilité des AGR développées par les membres des groupements VSLA.
- Les objectifs et les résultats formulés sont pertinents par rapport aux besoins des déplacés et retournés des sites touchés par l'action. L'implication des acteurs locaux dans l'exécution des activités et le suivi des réalisations sont autant d'éléments qui traduisent une bonne appropriation du projet par les bénéficiaires et les services techniques.
- La formation des comités de plaintes, les femmes relais et des auxiliaires d'élevage vont permettre de faciliter respectivement le mécanisme communautaire de plaintes et feedback, l'alimentation des bétails et les soins animaliers. Les différentes formations vont contribuer à la pérennisation de l'action à travers les comités mis en place.

INTRODUCTION

Le projet « Soutenir la relance économique et renforcer la sécurité alimentaire dans les ménages victimes de la crise des groupes armés dans la Province du lac Tchad (ERSFS) » a été mis en œuvre dans la province du Lac Tchad (Mamdi, Kaya et Fouli) dans un contexte de vulnérabilité extrême liée à une forte démographie de la population due aux déplacements internes massifs, des retournés et réfugiés des pays voisins (Niger et Nigéria) au risque de créer des conflits ouverts suite à l'exploitation des moyens d'existence. En plus de la crise sécuritaire qui sévit dans la province depuis 2015, les populations des trois départements sont confrontées à des aléas climatiques divers, qui affectent considérablement les moyens d'existence des ménages (agriculture, pêche et élevage). A cet effet, le projet a mis l'accent sur la gestion des crises, le développement d'une agriculture intelligente face au changement climatique et la reconstitution sociale du cheptel ce qui permettra aux populations locales de faire face aux différents chocs et autres facteurs perturbateurs. Cet appui aux groupes cibles qui sont notamment des personnes vulnérables s'est fait à travers l'accès aux moyens de production nécessaire à la pratique de l'agriculture pluviale et de contre saison, l'appui à la mise en place des parcelles de démonstration et de vulgarisation des techniques agro écologiques et l'appui à la constitution du stock céréalier. Mais aussi des groupes d'épargne et de crédit (AVEC/VSLA) et les groupements AGR ont été créés afin de booster le niveau de vie et améliorer le pouvoir d'achat des ménages. L'intégration socio-économique des populations déplacées et l'augmentation de la résilience

des populations d'accueil sont utilisées comme approche pour une prévention durable de la migration économique.

Le principal objectif de cette évaluation interne est d'apprécier les changements apportés dans la vie des bénéficiaires du projet à la lumière des critères DAC de l'OCDE de Pertinence, Efficacité, Efficience et Impact et tout en formulant des recommandations et des leçons apprises pour CARE.

De manière spécifique, l'évaluation s'est focalisée sur les points suivants :

- Analyser la cohérence, pertinence & appropriation du projet ;
- Étudier la gestion du projet : l'efficacité et l'efficace mais aussi la qualité du suivi lors de la mise en œuvre ; la redevabilité/genre ; coordination entre les partenaires du consortium et avec les autres acteurs.
- Apprécier les effets du projet et la durabilité des résultats ;
- Formuler des recommandations précises et concrètes liées aux aspects analysés et fondés sur les leçons apprises pour améliorer la performance des actions futures.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Située à l'ouest du pays, la province du Lac est une zone à fortes potentialités agrosylvopastorales qui sont confrontées de nos jours aux effets du changement et de la variabilité climatique et des troubles institués par les incursions répétées des groupes armés. Ces crises résultent de causes structurelles et conjoncturelles et accroissent la vulnérabilité de plusieurs milliers de personnes qui sont déjà confrontées au faible développement local et à la pauvreté affectant les capacités de résilience des communautés. L'extrême pauvreté et les inégalités, l'accès limité et inégal entre les sexes aux services de base (santé, eau, hygiène et assainissement, éducation), la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles, le changement climatique, la croissance démographique plus rapide que la croissance économique et les faibles progrès agricoles, auxquels se rajoutent les chocs dus à l'insécurité (les agissements des groupes armés) entraînant des mouvements de populations (déplacées internes, retournées et réfugiées) expliquent en partie la persistance des situations humanitaires dans la province.

Selon la matrice de suivi des déplacements (DTM de Novembre 2019), le Rapport Round 9 a identifié dans la province du Lac, 169003 personnes déplacées (75% des déplacés du Tchad), 47 364 retournées (21%) et 5652 réfugiées (1%). Ces mouvements migratoires ont fortement contribué à la croissance de la population d'accueil et à l'augmentation des besoins en sources de revenus et en moyens d'existence (terres agricoles, pêche, l'élevage, etc.) déjà affectés par les effets du changement climatique. Ainsi l'une des principales résultantes des afflux migratoires observés dans Province, c'est l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

La situation nutritionnelle des populations reste préoccupante dans la province du Lac avec un taux de MAS de 1,8 % ce qui est proche du seuil d'urgence de 2% (OCHA : profil humanitaire de la province du Lac, Avril 2019 dans un contexte de mouvements de population et d'insécurité. L'insuffisance des infrastructures sociales de base limite l'accès des populations aux services essentiels notamment la santé, l'eau potable, hygiène et assainissement, etc. Afin de remédier à cette situation, des initiatives ont été prises par la communauté humanitaire qui développe des stratégies d'intervention en vue d'apporter une réponse appropriée aux populations les plus vulnérables.

C'est dans cette optique que CARE International au Tchad, à travers sa stratégie de la réponse à la crise du Lac Tchad, a mis en œuvre un projet intitulé « Soutenir la relance économique et renforcer la sécurité alimentaire dans les ménages victimes de la crise des groupes armés dans la Province du lac Tchad (ERSFS) », sous financement (195 712.00 Euros) du Gouvernement Tchèque. C'est un projet d'un an couvrant la période du 01 Novembre 2018 au 31 Octobre 2019. Il a pour objectif global de couvrir les besoins socio-économiques des populations très pauvres et pauvres (1485 ménages soit 10395 personnes) des départements de Foulï, Mamdi et Kaya, dans la Province du Lac Tchad. La priorité du projet consiste à améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables, des hommes, des femmes, des filles et des garçons par la couverture de leurs besoins primaires essentiels dans les

domaines de la sécurité alimentaire et moyens d'existence et la sensibilisation sur les effets néfastes liés à l'immigration illégale en Europe. Cette intervention s'inscrit bien évidemment dans la stratégie globale (piliers programmatiques) de CARE au Tchad, et plus précisément dans l'atténuation des vulnérabilités alimentaires des populations rurales et la protection des moyens d'existences des ménages pauvres et très pauvres. Ainsi, pour faire face aux situations d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les axes stratégiques s'orientent vers un support aux moyens de subsistances des groupes vulnérables, vers des interventions pour immédiatement améliorer les conditions de vie de cette catégorie de population.

METHODOLOGIE

Cette évaluation finale est basée sur une méthodologie mixte combinant une approche qualitative et quantitative. Pour déterminer l'échantillonnage, une sélection aléatoire combinée à la méthode par strate a été utilisée. Essentiellement, l'évaluation s'est basée sur :

- Une matrice d'évaluation qui donne un aperçu de la conception globale ;
- Une revue des données secondaires du projet, des autres projets de la zone, des données sur l'évolution des prix sur les marchés et des données sur la production agricole de deux dernières années ;
- 15 focus groupes avec les groupements VSLA, AGR et les comités de gestion de plainte sur les sites (séparément entre les hommes et les femmes) incluant les bénéficiaires et les non bénéficiaires (de 8 personnes en moyenne) ;
- 5 entretiens semi-structurés avec les autorités traditionnelles et administratives, une discussion avec les membres de l'équipe de pilotage du projet ;
- 4 entretiens semis-structurés avec les auxiliaires vétérinaires formés par le projet ;
- Un questionnaire sous format Sphinx a été administré à 268 ménages par sélection aléatoire itérative sur tablettes numériques, répartis sur cinq sites selon le poids de chaque site ;

Le département de suivi évaluation qui a conduit cette évaluation interne finale n'est pas de près associé à l'équipe de mise en œuvre du projet donc externe quant à cette évaluation pour éviter les biais qui peuvent entacher l'enquête.

Les limites de cette évaluation sont tout d'abord liées à la faible implication des populations bénéficiaires dans le processus d'évaluation. Elles n'ont pas été mobilisées sur les autres étapes du cycle de l'évaluation comme la définition des objectifs, critères et indicateurs de l'évaluation. Néanmoins tous les partenaires techniques de l'Etat (ANADER, Délégation de l'élevage) ont été contactés pour leur point de vue sur les différents changements observés dans la mise en œuvre du projet.

RESULTATS DE L'EVALUATION

La pertinence

Le projet s'inscrit dans les objectifs du PND II Tchad (2017-2021), il vise à réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de la population. L'action proposée est également étroitement liée aux objectifs stratégiques pays de CARE International au Tchad, qui consistent à renforcer la résilience des communautés face aux changements climatiques et l'autonomisation des femmes et des filles.

Le projet s'est reposé sur l'hypothèse que la malnutrition et l'insécurité alimentaire ont des causes à la fois structurelles et conjoncturelles et ne peuvent être réduites de manière durable qu'en augmentant la résilience face aux chocs à court et à moyen terme. Notamment dans les ménages pauvres et très pauvres en particulier ceux détenus par les femmes à travers l'introduction des nouvelles techniques de production agricole.

Ainsi, le projet s'est concentré sur les activités de sécurité alimentaire visant à accroître la résilience des ménages cibles de manière durable, tout en soutenant la promotion d'activités rentables sur le plan

économique. Il renforce aussi les capacités d'adaptation au changement climatique, et améliore les connaissances et pratiques clés en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'évaluation finale a consisté à faire une l'analyse de la pertinence du projet ERSFS surtout l'adéquation entre les objectifs et les besoins réels estimés en se focalisant sur la question suivante : « Dans quelle mesure les objectifs du projet sont-ils en adéquation avec les besoins réels des populations ? ». Ceci nous amène à nous intéresser à la méthodologie utilisée pour faire le ciblage et la logique d'intervention utilisée pour renforcer la résilience des bénéficiaires dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Le ciblage

Le projet ERSFS, financé par le Gouvernement Tchèque vient combler le gap constaté lors de la mise en œuvre du projet BMZ financé par le Gouvernement Allemand. CARE disposait déjà des données primaires (cartographie des sites, bases de données des ménages très pauvres et pauvres définie selon les critères HEA et la liste des bénéficiaires) issues du ciblage communautaire fait dans le cadre du projet BMZ. Partant sur les données existantes, l'équipe de mise en œuvre du projet ERSFS a consulté les informateurs clés, les comités de ciblage pour définir ensemble les critères de ciblage. Les critères retenus sont les suivants :

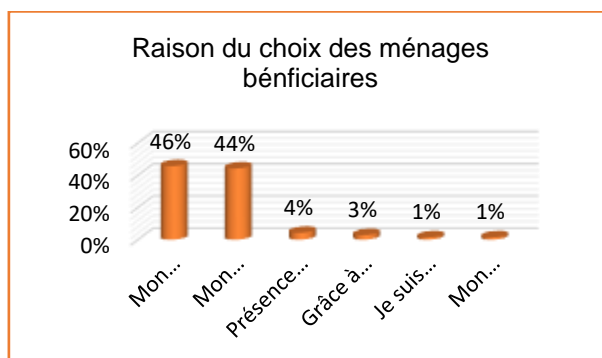
- Aucun bénéficiaire d'une ancienne activité du projet financé par BMZ ne peut encore l'être pour le projet ERSFS ;
- Les bénéficiaires sont des personnes déplacées internes et des retournés mais aussi les ménages hôtes pour éviter des conflits et des tensions communautaires.
- Tous les ménages qui ont quitté le site depuis plus de six mois et qui ont leur nom parmi les bénéficiaires ne sont plus éligibles ;

La difficulté énumérée est l'éloignement d'un site à un autre dans les trois départements rendant parfois difficile le suivi de proximité de certaines activités.

Appréciation du ciblage par la communauté

Lors des différentes discussion, les populations des sites/villages bénéficiaires ont affirmé connaître les critères énumérés de commun accord avec leurs chefs traditionnels, leaders communautaires et les comités de ciblage. C'est ainsi que lors de l'enquête PDM3, 90% des ménages disent qu'ils ont été choisis parce qu'ils sont très pauvres ou pauvres. Néanmoins, le ciblage communautaire présente généralement des limites car il est basé sur la confiance faite à la communauté pour élire les bénéficiaires or il se peut que les leaders, les chefs et les membres du comité de ciblage influencent et biaisent le résultat du ciblage. Il faut souligner qu'on n'a pas pris en compte les personnes âgées surtout les hommes et les personnes handicapées (physiques, mentales...). Ainsi, pour des prochaines interventions, il serait souhaitable d'utiliser le ciblage exhaustif qui recense tous les bénéficiaires ménage par ménage pour en constituer une base de données permettant de sélectionner les bénéficiaires tout en respectant les critères HEA.

Graphique 1 : Raisons du choix des ménages bénéficiaires (PDM3)



Adéquation entre les besoins prioritaires et les axes d'intervention du projet

Dans tous les focus groupes, la sécurité alimentaire reste l'axe d'intervention primordiale répondant aux besoins des populations en plus de la migration à l'intérieur ou l'extérieur du pays qui serait l'un des fléaux basiques qui engendrent des milliers de déplacement des bras valides des villages et sites de la Province du Lac.

« Nous ne remercions pas seulement CARE International pour nous avoir aidé mais parce qu'elle répond à nos besoin » selon la conclusion du Boulama Hassane (focus groupe du site de Lawra).

Le projet a mis l'accent sur la sécurité alimentaire surtout avec la formation des agropasteurs sur les nouvelles techniques de production agricole. Cette nouvelle approche est très appréciée par les communautés car non seulement, elle offre un rendement plus élevé mais elle permet aux bénéficiaires à court, moyen et long terme à s'adapter aux dérèglements climatiques et augmenter l'autoproduction.

Sur la question des risques liés à la migration illégale en Europe, il faut souligner ici que c'est un phénomène ravageur qui existe dans les communautés car l'extrême pauvreté, les possibilités limitées d'emploi des jeunes, la situation en matière de sécurité dans la région loin d'être résolue et la peur d'être enrôlé par les groupes armés, poussent des milliers des jeunes à migrer, certaines fois illégalement, vers les grandes villes d'Afrique ou d'Europe à la recherche de vie meilleure sans songer aux conséquences. Ces jeunes, étant souvent des hommes, laissent derrière eux des femmes et des enfants sans défense et sans moyens de subsistance entraînant un déséquilibre socio-économique dans les communautés. L'action a mis en place en complément aux autres activités du projet à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés vivant dans la région du lac Tchad les sensibiliser pour ne pas prendre le chemin dangereux de l'immigration illégale.

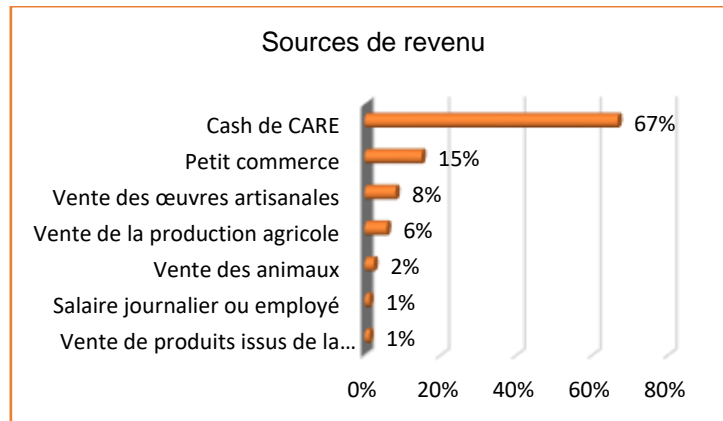
« Nous n'avons jamais compris que les gens qui quittent nos villages pour se rendre en Libye meurent certaines fois dans les eaux des mers en voulant traverser pour l'Europe. On pense qu'ils vivent dans des bonnes conditions et qu'ils nous ont abandonné dans notre situation de pauvreté. Et pourtant il y a longtemps qu'on n'a pas de nouvelles de certains d'entre eux. Nous sommes reconnaissants pour ces informations qui éclairciront sur les réalités de l'immigration illégale» Monsieur Adam Moussa : (participant Focus groupe dans le canton Kiskira).

Les activités de transfert monétaires

Au niveau du transfert monétaire, le projet a ciblé et distribué à 250 ménages pauvres et très pauvres pour bénéficier du cash pendant la période de soudure (Juillet, Août et Septembre) pour une valeur mensuelle de 15 000 F CFA par ménage, soit 45.000 XAF/ménage. Cette activité a été pertinente et très appréciée par les communautés et les autorités.

Il a permis aux ménages d'acheter de la nourriture mais aussi de satisfaire certains besoins non alimentaires (habillement, santé, commerce...). En plus, le cash est la principale source de revenu pendant la période de soudure selon 67% des répondants à l'enquête Post Distribution Monitoring (3^e round).

Graphique 2 (PDM3) : Sources de revenu des bénéficiaires pendant la période de soudure



La province du Lac, malgré la fermeture des frontières (restrictions officielles des autorités) avec le principal fournisseur qui est le Nigéria, il y a toujours de la disponibilité des produits de premières nécessité sur les marchés. Les denrées alimentaires sont accessibles à tous mais c'est le souci financier qui se pose. C'est ainsi que grâce au cash, beaucoup de famille ont pu satisfaire leur besoin alimentaire (77% des répondants selon l'enquête PDM3).

Il est relevé dans les discussions le retard dans le paiement du cash. Car pour les bénéficiaires, le cash peut être un fonds de roulement pour démarrer les activités champêtres s'il est octroyé au mois de Juin au lieu de Juillet et aider à la reconstitution du stock céréalier pour la consommation dans les prochains mois. Mais, il faut savoir que la période a été définie sur la base du HEA qui dit qu'en Juillet – Août – Septembre) les ménages pauvres et très pauvre seront en déficit de survie d'où la nécessité de cet appui durant la période.

La reconstitution sociale du cheptel

Le projet en coordination avec les services techniques de l'Etat (Direction provinciale de l'élevage) a favorisé la reconstitution du cheptel de 200 ménages. Cette reconstitution du cheptel a été faite à travers l'accès à la foire des ménages ciblés. Ces ménages ont reçu chacun un coupon d'une valeur de 52.500 XAF pour favoriser cet accès. Chaque ménage bénéficiaire a acheté 2 chèvres et un bouc qui ont été systématiquement vaccinés après l'achat. L'action est appréciée par les bénéficiaires car, une tête de chèvre coûte en moyenne 17500 FCFA qui n'est pas à la portée de tous les ménages. Et pour pouvoir renforcer la capacité des bénéficiaires, plusieurs techniques et thèmes de formation à savoir : la conduite d'élevage des petits ruminants, l'importance de la vaccination et la protection des petits ruminants ont été enseignés aux bénéficiaires par l'équipe du projet appuyé directement par les services techniques. Ces acquis devraient leur permettre d'améliorer les différentes pratiques traditionnelles qu'ils avaient en matière d'élevage et d'assurer la prévention des maladies infectieuses. Et en effet, 78% des bénéficiaires soutiennent mettre en pratique les différentes pratiques enseignées pendant la formation.

Pour rendre très pertinents cette activité, le projet a formé dix (10) auxiliaires vétérinaires à travers la direction provinciale de l'élevage. Ces auxiliaires installés dans six sites sont suivis par les inspecteurs départementaux de l'élevage dans l'exercice de leur fonction et jouent le rôle de relais. Ils ont la responsabilité de s'occuper de tous les animaux domestiques en leur apportant les premiers soins appropriés en cas de besoin mais aussi de signaler tous les cas suspects d'épidémies constatés dans le village/site. Au-delà de la nourriture et des transferts monétaires, le projet a transformé 10 jeunes sans espoir en véritables acteurs de développement avec un métier à la clé.

Témoignage de Monsieur Adam Momo : Auxiliaire vétérinaire village Maar

« Mon niveau de vie à changer et je suis devenu très important aux yeux de la communauté après la mise en œuvre des acquis de la formation »

Mise en place des Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC)

Dans le souci de contribuer à l'amélioration de la situation socio-économique des femmes et des filles, le projet a mis en place huit (8) groupements VSLA. C'est une occasion pour les femmes d'apprendre et de se familiariser sur les meilleures pratiques pour l'autonomisation économique mais aussi d'être outillées pour mener leur propre activité génératrice de revenus avec leurs propres ressources. Les groupements féminins mis en place sont pertinents et très appréciés par les femmes qui les composent. Avec des cotisations hebdomadaires allant de 250 FCFA à 400 FCFA, ces femmes après deux mois pouvaient s'accorder des crédits entre elles. La seule raison qui permet de prendre de crédit est le développement des AGR. Au moment de cette évaluation, certains groupements ont des montants allant de 150 000 FCFA à 200 000 FCFA dans leur caisse.

Témoignage Madame Ba Woli Bor : présidente du groupement VSLA « Alnadjia de Lawra »

« Nous nous regroupons une fois dans la semaine pour discuter de la vie de notre association mais aussi des petits problèmes à caractère social et cela renforce nos liens car avant la mise en place de ce groupement, il est interdit dans notre communauté qu'une femme aille rendre visite sans motif convainquant à une autre. CARE a fait que cela soit possible aujourd'hui. »

Ces groupements VSLA furent ensuite structurés et formés en AGR. Le projet les a appuyés en leur permettant de mener ces activités génératrices de revenus tels que la vente de céréales et du sucre. Une équipe de cinq personnes en assure la gestion et rend compte chaque semaine à la réunion aux autres membres. L'évaluation a montré que les revenus ont augmenté de 69,5%, 64,1%, 50,1%, 48,3% et 30,5% respectivement à LAWRA, DLAKAYROM, MAAR, KINDJIRIA et MELEA – DARSALAM.

Appui à la production agricole

Le projet a appuyé 400 ménages pendant la saison des pluies en commun accord avec la direction provinciale de l'ANADER du Lac, 33 agropasteurs ont été formés sur les techniques et pratiques de production agricole améliorées et écologiques (itinéraires techniques, utilisation du fumier organique, diversification de la production, combinaison des cultures et la lutte biologique). Les 33 personnes formées ont en retour restitué aux autres membres de la communauté.

Le projet a soutenu également ces 400 ménages vulnérables, à travers la distribution de semences et des outils aratoires. Une évaluation des habitudes de production et des connaissances des bénéficiaires, de l'accès aux terres, de la diversité de la production et de la capacité de stockage des cultures vivrières a été effectuée par l'équipe et le partenaire ANADER avant la distribution de ce kit.

Après discussion avec les agropasteurs pendant l'évaluation, il ressort que cet appui a été très bénéfique et a permis d'augmenter le rendement dans les sites de Maar et Meléa 5 sacs (1 sac = 100 Kg) sur un terrain de 800m² malgré la mauvaise pluviométrie de cette année contre 3 sacs obtenus l'an passé sur la même superficie) mais dans les sites de DLAKAYAROM, LAWRA et KINDJIRIA, le rendement est en baisse surtout par rapport à la rupture de la pluie dès les premiers semis.

Appui à la production maraîchère

La production maraîchère qui occupe certains ménages après la campagne pluviale, permet non seulement de diversifier la production, mais aussi d'augmenter le revenu des ménages à travers la vente des produits, et d'améliorer l'apport alimentaire à travers la consommation de ces aliments. Bien que le maraîchage soit pratiqué dans la zone, il faut dire que cette activité rencontre des difficultés liées d'une part à la maîtrise de l'eau, mais d'autre part au manque de ressource matérielle, et de connaissance technique pour une bonne production. Ainsi, le projet a appuyé les communautés dans la production maraîchère à travers 20 groupements composés de 25 personnes chacun (10 groupements dans le département Mamdi et 10 autres dans Fouli).

L'appui à la production maraîchère (tomates, oignon, poivron, chou, etc.) va permettre d'assurer la continuité de la production agricole après les cultures pluviales tout en améliorant le revenu grâce à la vente de la production. L'appui a consisté à accompagner les bénéficiaires et à identifier des sites appropriés pour la production maraîchère. En plus des semences de qualité en fonction du choix réalisé par les bénéficiaires, le projet a octroyé des matériels aratoires (binettes, pelles, daba, arrosoir, ficelle),

des pulvérisateurs ainsi que des motopompes. Ces groupements ont été formés sur plusieurs thématiques liés à la production, conservation, vente, et gestion en maraichage. Cet appui est essentiellement orienté vers les femmes (plus de 60%). Cette activité vient de commencer compte tenu de la période recommandée, les données sur le rendement et l'utilisation ne sont pas encore disponibles.

Constitution du stock céréalier

Les ménages ciblés dans la zone du projet dépendent uniquement du marché. Ils sont exposés pour la plupart d'entre eux à un risque élevé en cas de fluctuations des prix du marché. Ainsi, le projet a amélioré l'accès aux céréales pour ces populations particulièrement vulnérables. En effet, comme dans toutes les zones reculées, le coût de transport des produits alimentaires est très élevé. La constitution du stock vivrier a permis d'assurer la disponibilité des produits sur place. Le projet a financé l'achat et le stockage de cinq (5) tonnes de céréale par magasin construit par le projet BMZ dans trois sites (LAWRA, MAAR et LIWA) afin de favoriser la disponibilité pendant la période de soudure.

La gestion est assurée par le comité de gestion mis en place par le projet. Les trois comités ont été recyclés en gestion des stocks et en approvisionnement car ils ont été formés au départ par le projet BMZ.

Redevabilité/genre

Dans la politique de réponse de CARE, la redevabilité par le haut (Bailleurs ; partenaires et Gouvernements) et la redevabilité par le bas (bénéficiaires et communauté) font partie des valeurs phares. Pour faire preuve d'une véritable redevabilité envers les bénéficiaires, de rendre compte, CARE a donné non seulement une voix mais aussi l'occasion d'influencer les décisions qui affectent le choix de travailler avec eux et la manière de le faire.

C'est ainsi que dans le cadre du projet ERSFS un comité de gestion de plainte et feedback par site/village a été mis en place permettant de recueillir, suivre et agir à partir des avis émis par les bénéficiaires (avis peut être positif ou négatif) et d'autres parties prenantes clés dans ses zones d'intervention. Ces mécanismes permettent aux bénéficiaires et aux communautés locales d'exprimer sans danger des plaintes et des allégations pour préjudice et que celles-ci soient prises en compte. Toute plainte déposée par un individu auprès de CARE fait l'objet d'une enquête et peut faire l'objet de mesures spécifiques. Ce mécanisme de gestion des plaintes est avantageux car, il aide à :

- Une amélioration de la qualité des programmes en termes de conception et de mise en œuvre, ce qui donne plus de pertinence aux interventions ;
- Une amélioration des relations avec les communautés ; elles acceptent mieux les interventions et nous pouvons ainsi progresser vers un véritable partenariat avec elles ;
- Une réduction du risque de fraude ou d'utilisation des fonds à mauvais escient ;
- Une réduction du risque de préjudice aux enfants ou aux autres bénéficiaires qui pourrait être causé par la conduite de notre propre personnel ou par la conception même de l'intervention ;
- La preuve à nos donateurs que nous sommes capables de mener à bien des processus de qualité, tels que la redevabilité dans la conception et la mise en œuvre de nos programmes.

Graphique 5 : Les mécanismes de remonté de plainte et feedback

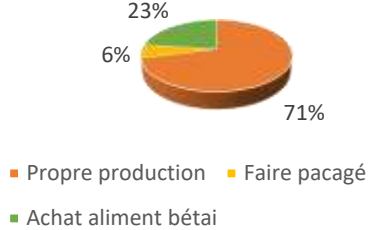
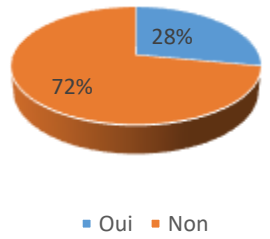


Efficacité des activités du projet

L'évaluation finale s'est ensuite penchée sur l'analyse de l'efficacité du projet en répondant à la question principale suivante : « Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints ? ». De façon plus spécifique, l'évaluation s'est intéressée à l'évolution des indicateurs du cadre logique, la réalisation des activités prévues et dans les temps prévus, les raisons pour les retards ou la non-réalisations des objectifs le cas échéant.

Evolution des indicateurs du cadre logique

Objectifs	Indicateurs	Cibles	PDMs	Endline	Appréciations	Commentaires																				
OS1 : Améliorer la sécurité alimentaire des populations de la zone du projet grâce aux activités de renforcement des capacités et à l'accroissement de la production agropastorale.	% des ménages appuyés ont amélioré leur score de consommation alimentaire suite à l'action	70	(PDM1: 70%, PDM2: 70% et PDM 3: 82%)	82%	Bonne	<p>Appréciation Score de Consommation alimentaire</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Acceptable</th> <th>Limite</th> <th>Pauvre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>PDM1</td> <td>70%</td> <td>14%</td> <td>16%</td> </tr> <tr> <td>PDM2</td> <td>77%</td> <td>13%</td> <td>10%</td> </tr> <tr> <td>PDM3</td> <td>82%</td> <td>10%</td> <td>8%</td> </tr> <tr> <td>Endline</td> <td>82%</td> <td>12%</td> <td>6%</td> </tr> </tbody> </table>		Acceptable	Limite	Pauvre	PDM1	70%	14%	16%	PDM2	77%	13%	10%	PDM3	82%	10%	8%	Endline	82%	12%	6%
		Acceptable	Limite	Pauvre																						
PDM1	70%	14%	16%																							
PDM2	77%	13%	10%																							
PDM3	82%	10%	8%																							
Endline	82%	12%	6%																							
% des ménages qui n'adoptent pas les stratégies néfastes durant la période de soudure (réduction CSI)	N/D	(PDM1: CSI Nul 8%, PDM2: CSI 13%, PDM3: CSI 31%)	30%	Bonne	<p>Indice de Stratégie de Survie (SCI)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Grave</th> <th>Moyen</th> <th>Nul</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>PDM1</td> <td>25%</td> <td>66%</td> <td>8%</td> </tr> <tr> <td>PDM2</td> <td>14%</td> <td>73%</td> <td>13%</td> </tr> <tr> <td>PDM3</td> <td>10%</td> <td>60%</td> <td>31%</td> </tr> <tr> <td>Endline</td> <td>9%</td> <td>60%</td> <td>30%</td> </tr> </tbody> </table>		Grave	Moyen	Nul	PDM1	25%	66%	8%	PDM2	14%	73%	13%	PDM3	10%	60%	31%	Endline	9%	60%	30%	
	Grave	Moyen	Nul																							
PDM1	25%	66%	8%																							
PDM2	14%	73%	13%																							
PDM3	10%	60%	31%																							
Endline	9%	60%	30%																							
OS2 : Appuyer les ménages à risque de vulnérabilité migratoire pour la création des sources de revenu et le renforcement de leur résilience économique.	% des ménages bénéficiaires qui ont vu leur pouvoir économique s'améliorer à la fin de l'action	N/D		96%	Bonne	96% des ménages appuyés à travers (les AGR, les soins vétérinaires, la production pluviale) ont vu leur pouvoir économique s'améliorer.																				
	% des ménages agropastoraux formés, adoptent et mettent en pratique les techniques agricoles innovantes	80%		100%	Bonne	Cible dépassée																				
	de ménages soutenus par le projet, ont augmenté leur production agricole de plus de 25%.	70%		66%	Cible non atteinte	Dans les sites de Dlakayrom et Lawra, l'arrêt brutal de la saison des pluies a négativement joué sur la production mais les bénéficiaires apprécient les nouvelles techniques introduites dans la production agricole.																				

R1 : La situation de la sécurité alimentaire des populations de la zone du projet est améliorée grâce aux activités de renforcement des capacités et à l'accroissement de la production agro-pastorale.	La durée des stocks de denrées de première nécessité détenus par les ménages pour leur propre consommation a augmenté de 2 mois	2		4	Bonne	Cible dépassée
	% des ménages agro-pasteurs ciblés produisent 25% de leur besoin alimentaire (élevage)	70%		71%	Bonne	<p>Alimentation bétail</p>  <p> ■ Propre production ■ Faire pacagé ■ Achat aliment bétail </p>
	Au moins 70% des ménages agro-pasteurs ciblés reconnaissent une réduction d'au moins 25% de la perte de leur bétail (mortalité)	70%		72%	Bonne	<p>Perte de bétail</p>  <p> ■ Oui ■ Non </p>
	Au moins 30% des ménages pauvres et très pauvres ont augmenté la taille de leur cheptel	30%		72%	Bonne	Sur l'échantillon de 135 bénéficiaires de petits ruminants, 97 ont augmenté leur cheptel contre 38 soit 72% selon les résultats de l'évaluation finale.

R2 : Les ménages à risque de vulnérabilité migratoire sont appuyés pour la création des sources de revenu et le renforcement de leur résilience économique.	% des bénéficiaires qui déclarent avoir amélioré leur situation socio-économique à travers les activités du projet.	70%		96%	Bonne	<p align="center">Impact socioéconomique du projet</p> <p>Nos conditions de... 50%</p> <p>Notre revenu a... 29%</p> <p>Notre production... 14%</p> <p>Rien a changé dans... 4%</p> <p>On fait les... 2%</p>	
	% des femmes qui appartiennent à un petit groupe d'épargne ont augmenté leurs revenus de 25% d'ici la fin du projet	70%		100%	Bonne		Les femmes appartenant à un groupe d'épargne (VSLA) ont bénéficié également des AGR donc elles ont toutes augmenté leur revenu de plus de 25%.
	70% des bénéficiaires connaissent au moins 2 risques liés à la migration en Europe	70%		91,5%	Bonne		Cible dépassée

RECAPITULATIF DES ACTIVITES

Activités	Cibles	RF	Taux de réalisation	Commentaires
20 groupements appuyés en culture maraichère	20	20	100%	Cible atteinte
20 domaines communautaires, 2 ha au minimum chacun, sont établis en faveur de 500 bénéficiaires provenant de familles très pauvres et pauvres	20	20	100%	Cible atteinte
400 personnes bénéficiaires réalisent la production en cultures sur l'espace de 0,5 ha par ménage	400	400	100%	Cible atteinte
2 séances de formation des formateurs organisées en faveur de 50 bénéficiaires provenant de familles très pauvres et les plus pauvres afin d'améliorer leurs connaissances sur la production agricole	2	2	100%	Cible atteinte
30 séances éducatives organisées en faveur de 850 bénéficiaires provenant de familles très pauvres et les plus pauvres	30	30	100%	Cible atteinte
5 tonnes de céréales sont disponibles dans chaque magasin, géré par un Comité pour assurer la disponibilité de la nourriture et de la stabilité des prix	15	15	100%	Sur 3 magasins construits par le projet BMZ, le projet ERSFS a ravitaillé chaque magasin avec 5 tonnes de céréales.
Appui à la reconstitution du cheptel	200	200	100%	Cible atteinte

27 comités villageois ont reçu une formation de recyclage en ciblage et gestion des plaintes	27	23		Les quatre sites restants sont dans la commune de Ngouboua interdits d'accès par les autorités par rapport aux attaques récurrentes des groupes armés
25 femmes relais sont formées sur la conduite et l'alimentation des animaux	25%	25%	100%	Cible atteinte
10 nouveaux auxiliaires vétérinaires formés et dotés de kits et 10 anciens auxiliaires vétérinaires recyclés	10	10	100%	Cible atteinte
250 ménages retournés et déplacés internes reçoivent du cash inconditionnel pendant 3 mois	250	250	100%	Cible atteinte
8 groupements de 20 femmes en moyenne sont formés et équipés	8	8	100%	Cible atteinte
20 agents villageois recyclés sur l'approche AVEC	20	6		La difficulté de trouver des personnes instruites pour les former a fait que le projet a pu recycler que 6 AV
15 groupements de femmes pauvres et très pauvres sont appuyés en AGR et doté de kit d'un montant de 150 000	15	15	100%	Cible atteinte
3 séances de formations de 4 sessions réalisées en faveur de 375 femmes pauvres et très pauvres	3	3	100%	Cible atteinte
100 bénéficiaires sont formés sur les risques liées à la migration en Europe	100	100	100%	Cible atteinte

IV.3 Efficience

Analyse des couts

L'analyse de l'exécution budgétaire du projet indique une absorption presque totale du budget alloué à CARE, traduisant une bonne maîtrise du budget et un équilibre entre les prévisions et les réalisations. Sur un coût total de 195.712 EUR de l'action, 186.393 EUR ont été dépensés soit un taux de consommation de 95%. Une révision budgétaire des fonds a été fait en juin 2019, elle a permis de transférer la totalité de fonds sur la rubrique voyage de CARE Tchèque pour alimenter le résultat 1. Plus précisément la ligne production agricole qui était de 16312 € à 18602 € soit une augmentation de 2290 €.

Tableau N°X : Analyse de coûts

Rubriques	Prévisions	Dépenses	Balances	Taux de consommation
1 RH	7657	0	7657	0% -
2 Cout Direct	39691	38685	1006	97%
4 Direct Support to target	133398	133540	-143	100%
5 Autre	5647	5224	423	93%
IRC	9320	8872	447	95%
Budget Total	195712	186.393	9391	68%

Le système de procédures d'achat mis en place par CARE a permis de s'orienter vers les coûts les plus compétitifs du moment, c'est-à-dire vers les meilleures propositions en termes de rapport qualité/coût.

IV.4 Impact

Cette évaluation finale s'est penchée sur l'analyse de l'impact du projet ERSFS et l'enquête ménage tout comme les focus groupes qui tous déclarent et confirment que la situation s'est nettement améliorée et globalement satisfaisant aujourd'hui par rapport à la situation de départ. Le suivi des indicateurs du cadre logique démontre également cette contribution à l'amélioration de conditions de vie dans les sites d'intervention du projet.

Impact des transferts monétaires sur les ménages et les marchés

Le suivi Post Distribution Monitoring réalisé par le département suivi évaluation sur l'utilisation du cash montre que 77% des ménages bénéficiaires injectent le cash reçu dans l'achat de nourriture. Il est aussi utilisé pour l'achat de biens productifs 4%, les frais de santé 17%, etc (voir graphique ci-dessous). La majorité des personnes interrogées déclarent que recevoir du cash leur permet non seulement de satisfaire leurs besoins alimentaires mais aussi d'assouvir certains besoins spécifiques nécessaires.

Graphique n°3 : Postes de dépense du cash (PDM3)



Autre impact, le taux de change Francs CFA/ Naira (Monnaie Nigériane) a impacté négativement le Cash inconditionnel. Le Naira (₦), monnaie nationale du Nigéria, est la monnaie la plus utilisée dans certains sites/villages de la zone d'intervention du projet. Les bénéficiaires du cash reçoivent le montant en Francs CFA (XAF) via l'opérateur Airtel sur la base d'un contrat cadre. Mais pour pouvoir faire leurs achats sur les marchés, les bénéficiaires doivent ensuite convertir le cash reçu en Naira. Or, le taux de change n'est pas règlementé et fluctue en fonction de la demande entraînant plus de manque à gagner pour les bénéficiaires du projet.

Aussi, selon les résultats de l'enquête, quelques personnes déclarent avoir constaté une légère augmentation des prix dans la période suivant les distributions de cash mais il est très difficile de faire le lien avec la distribution du cash du fait que les commerçants stockent les céréales pendant la période de récolte et les vendent généralement à un prix un peu élevé pendant la période de soudure et, cette pratique est faite sur tout le territoire Tchadien. En plus, le projet n'a pas prévu une étude du marché limitant une analyse approfondie sur cette question néanmoins les services techniques (ANADER et SISAAP) ont apprécié l'intervention des partenaires humanitaires pendant la période de soudure (Rapport du mois d'octobre 2019 de l'ANADER de la province du Lac).

Evolution du revenu et sources de revenus sur les ménages bénéficiaires

L'analyse des sources de revenus avant et après le projet se révèle intéressante car selon les résultats de l'évaluation finale, le revenu moyen des bénéficiaires du projet a significativement augmenté (une moyenne de 52.52%). Le site de MAAR où se trouve un grand nombre des bénéficiaires se retrouve ainsi en tête avec une augmentation moyenne de revenu de plus de 69%.

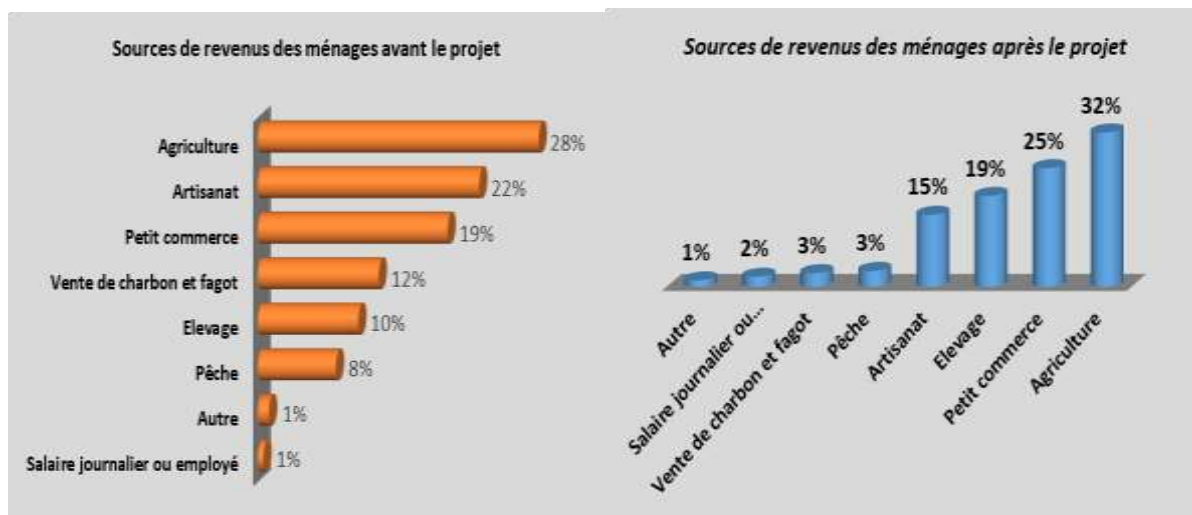
Tableau N°X : Evolution du revenu au début et à la fin du projet en FCFA.

Revenus moyens	Maar	Lawra	Meléa Darsalam	Dlakayrom	Kindjiria
Revenu moyen avant le projet	29234,85	35173,91	37480,00	41827,27	43490,20
Revenu moyen après le projet	43886,50	59630,43	48900,00	68672,73	64490,20
Différence	14651,65	24456,52	11420,00	26845,45	21000,00
Proportion	50,12%	69,53%	30,47%	64,18%	48,29%

Les sources de revenu avant et après le projet sont également modifiées car selon les répondants, l'agriculture (première source de revenu) qui est pratiquée à 28% avant le projet a augmenté de 4 points à la fin du projet. On constate aussi qu'avec l'introduction des groupement VSLA, les AGR, (le petit commerce) pratiqué au début du projet 18% des bénéficiaires a augmenté de 6 point à la fin du projet.

Ainsi, le projet n'a pas seulement contribué à l'amélioration de la situation alimentaire mais il a positivement influencé les ressources des bénéficiaires et diversifié les sources de revenu.

Graphique n° 4 et 5: Les sources de revenus avant et à la fin du projet (Endline)



Impact des groupements féminins (VSLA) sur les ménages

Les discussions avec les membres de 5 groupements féminins (sur 8) ont permis d'affirmer que les femmes membres se sont appropriées l'approche car elles ont confirmé continuer avec leur association après le premier cycle et même à la fin du projet. Les fonds cotisés ont permis d'acheter en commun des sacs de maïs (15 sacs en moyenne) qui sont stockés dans les magasins communautaires au niveau des sites. Ces sacs seront revendus à un prix plus élevé après quelques mois et permettront de faire de bénéfices qui entrent dans le partage après chaque cycle.

Dans les procédures d'implantation de ces VSLA, il a été prévu par l'équipe du projet une petite caisse de solidarité qui permet en dehors de la caisse d'épargne de cotiser 100 FCFA à 150 FCFA afin de venir en aide aux membres en cas d'urgence (accouchements, maladies ou décès, voyages ...) après décision des membres à la réunion hebdomadaire.

Témoignage : Présidente du groupement ALHAMDOU dans le site KINDJIRA.

« Nous avons beaucoup appris à travers notre groupement VSLA et on ne pense pas nous arrêter d'ici peu. Certaines femmes du site regrettent ne pas s'adhérer au début mais on est déjà au nombre de 25 donc, on ne peut pas accepter des nouveaux membres. Mais, à la fin du cycle on va réfléchir et mettre sur pied 3 à 4 nouveaux groupements VSLA pour intégrer ces femmes. On va transmettre cette connaissance même à nos petites filles pour leurs permettre d'être autonomes et de pérenniser cette approche ».

Impact du projet sur la production agricole

Le projet a appuyé au total 20 groupements maraichers composés chacun de 25 membres dont 370 femmes pour la production en contre saison et 400 bénéficiaires pour la culture pluviale. Une formation sur les techniques agroécologiques a été organisée en faveur des membres de ces groupements. Il ressort de cette évaluation que le rendement de la production pluviale a augmenté dans les sites de Maar et Meléa (5 sacs sur un terrain de 800m² malgré la mauvaise pluviométrie de cette année contre 3 sacs obtenus l'an passé sur la même superficie). Tandis que pour les cultures de contre saisons, les activités viennent de commencer (semis, sarclage, binage) etc. les premières données sur le rendement/production seront disponibles qu'en mars 2020.

Impact du projet par rapport à l'insertion économique

Le projet a contribué à l'insertion économique de 10 jeunes qui pratiquaient les soins avec les médicaments de la rue sans aucune formation. Ils ont été pris en compte par le projet et formés par la délégation provinciale de l'élevage comme des auxiliaires vétérinaires. Cette formation a permis aux 10 jeunes formés de s'épanouir sur le plan socioéconomique à travers les petits soins.

Durabilité

Cette partie aborde la question de la durabilité aux niveaux suivants : (i) l'appropriation du projet par les bénéficiaires et (ii) Implication des services technique déconcentrés

Appropriation du programme par les bénéficiaires

Implication des bénéficiaires à la conception et à la mise en œuvre

Les groupes cibles ont été concertés et impliqués dans l'évaluation des besoins, la formulation et la définition du projet ERSFS. Des consultations ont été faites aussi régulièrement avec la population cible au cours de la mise en œuvre. Les objectifs et les résultats formulés sont pertinents par rapport aux besoins des groupes cibles. L'approche participative, l'implication des acteurs locaux dans l'exécution et le suivi des activités sont autant d'éléments qui indiquent l'appropriation du projet par les bénéficiaires. Parmi ces éléments, on peut citer la contribution des comités de plaintes dans les remontées de plaintes et les feedbacks et le ciblage des bénéficiaires, la sensibilisation par les relais communautaires, les soins réalisés par les auxiliaires vétérinaires, etc. Ces éléments constituent un gage d'appropriation des acquis du projet.

Renforcement des capacités des bénéficiaires

Le projet pose ses jalons à travers l'émergence des organisations communautaires assez dynamiques à même de favoriser la durabilité de ses actions. Dans les différents sites des PDIs, les relais communautaires, les groupements VSLA, les auxiliaires vétérinaires, les comités de plaintes ont été mis en place et formés par CARE.. Tandis que quelques groupements VSLA continuent de s'octroyer des crédits et pensent renouveler le second cycle. D'une manière générale on note une forte motivation des membres de groupements et des comités à s'approprier les acquis du projet. Ces éléments sont des facteurs importants pour pérenniser les investissements du Projet.

Implication des services techniques déconcentrés

La mise en œuvre des actions (formations, foires aux petits ruminants) a été faite en étroite collaboration avec les services techniques déconcentrés du département de FOULI, MAMDI et KAYA. L'implication a été faite au niveau de la conception à travers la validation de l'action en présence des autorités administratives et techniques ; dans le renforcement de capacités de groupe cibles et des comités sur différentes thématiques. Le but est de pérenniser les initiatives et d'amener les services techniques à l'appropriation de l'action.

RECOMMANDATIONS ET LECONS APPRIS

- ✓ Eviter de sélectionner trop de sites éloignés pour limiter la dispersion des ressources et les difficultés de suivi ;
- ✓ Faire un ciblage exhaustif des bénéficiaires au lieu d'un ciblage communautaire orienté uniquement vers les personnes pauvres et très pauvres selon la classification HEA et faire valider les critères de ciblage.
- ✓ Continuer d'intégrer les populations hôtes dans les projets pour éviter les tensions communautaires
 - ✓ Envisager la possibilité de faire les transferts en Naira pour éviter les pertes liées au taux de change ;
 - ✓ Améliorer le suivi des groupements VSLA, préférer les cotisations hebdomadaires et inciter les prêts individuels pour développer les AGR diversifiées et le stock groupé
 - ✓ Revoir la stratégie et le fonctionnement des groupements maraichers en impliquant les communautés (exploitation individuelle ou commune des parcelles, cotisation pour la durabilité)
 - ✓ Améliorer les mécanismes de redevabilité en particulier pour faire remonter des feedbacks ou des plaintes des communautés et non garder dans les tiroirs
 - ✓ Systématiser l'analyse des sols avant l'implantation de groupements maraichers dans la zone d'intervention
 - ✓ Encourager les équipes terrain sur leurs capacités d'adapter les activités du projet pour répondre aux feedbacks des communautés et au contexte ;
 - ✓ Intensifier dans l'avenir les formations sur les techniques innovantes pour la production agricole afin de rendre autonomes les ménages bénéficiaires.

Conclusion

Le projet intitulé : « Soutenir la relance économique et renforcer la sécurité alimentaire dans les ménages victimes de la crise des groupes armés dans la Province du lac Tchad » dénommé ERSFS est un projet financé par le gouvernement Tchèque. Il vise à améliorer la sécurité alimentaire des populations de la zone du projet grâce à des activités de renforcement des capacités, à une production agro-pastorale accrue, aider les ménages exposés à la vulnérabilité migratoire à créer des sources de revenus et à renforcer leur résilience économique.

Ce projet d'un an à hauteur de 195 712.00 Euros a contribué d'une manière significative à l'amélioration de condition de vie des populations de la zone d'intervention. Malheureusement, beaucoup reste à faire dans cette zone où au jour le jour la situation sécuritaire se détériore poussant des personnes à se déplacer vers les zones les plus sécurisées.